

SOMMAIRE

CONCOURS SCOLAIRE / 50^E Concours national de la Résistance et de la Déportation 2011 : « La répression de la Résistance en France par les autorités d'occupation et le régime de Vichy ». Par JEAN ROLLEY / page 10

PÉDAGOGIE

Exposition scolaire : la Résistance dans l'Yonne / page 12



[LE DOSSIER] page 2

L'UNE DES PREMIÈRES MISSIONS
GAULLISTES EN FRANCE OCCUPÉE

LA MISSION DASTARD

Par JOËL DROGLAND

DANS L'YONNE

ARORY

• Association pour la Recherche sur
l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne •

Yonne mémoire 40/44 / Bulletin de l'Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne /
Directeur de publication : C. Delasselle / Rédacteur en chef : J. Rolley / Iconographie : Arory / Coordination : T. Roblin, J. Rolley /
Graphisme et réalisation : F. Joffre / Arory, 2010 / Photos : D.R. / Site internet : www.arory.com / e-mail : arory.doc@wanadoo.fr /
Centre de documentation : 15 bis, rue de la Tour d'Auvergne - 89000 Auxerre - Tél. / fax : 03 86 49 23 68 /
Impression : Voluprint. Auxerre /

[LE DOSSIER]

L'UNE DES PREMIÈRES MISSIONS GAULLISTES EN FRANCE OCCUPÉE

LA MISSION DASTARD DANS L'YONNE

En mai 1942, un avion anglais parachutait des armes et des explosifs au-dessus de Courlon, village situé au nord du département de l'Yonne, à mi-chemin de Sens (Yonne) et de Montereau (Seine-et-Marne). Huit mois plus tôt, au début de septembre 1941, deux agents de la France Libre avaient été parachutés au-dessus de Chaumont, à quelques kilomètres de là. Leur mission était l'une des toutes premières du Service de renseignement de la France Libre qui n'était pas encore le BCRA. Son nom de code était : « mission Dastard ».

par Joël Drogland

Ces agents avaient rempli cette mission en prenant contact d'abord avec une organisation de résistance connue sous le nom d'Armée des Volontaires puis avec la résistance communiste parisienne à laquelle Londres acceptait de livrer du matériel de lutte et de sabotage. C'est Robert Simon, militant socialiste icaunais devenu communiste, qui avait établi le lien entre les agents de la France Libre, dont le chef était une de ses anciennes connaissances et les communistes parisiens avec lesquels il agissait alors. Autant d'événements qui nous avaient jusqu'ici échappé et qu'une recherche déclenchée par une note du livre de Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre, *Liquidier les traitres*¹, nous a permis de découvrir.

LES PREMIÈRES MISSIONS DU SERVICE DE RENSEIGNEMENT DE LA FRANCE LIBRE (FUTUR BCRA)

Début juillet 1940 à Londres, le général de Gaulle constitue un état-major dont le 2^e Bureau est confié au jeune capitaine du

génie André Dewavrin, qui prend le pseudonyme de Passy. Passy prend sous ses ordres le lieutenant Raymond Lagier (qui devient le capitaine Bienvenüe) ainsi que les lieutenants Maurice Duclos (qui devient Saint-Jacques) et Beresnikoff (qui devient Corvisart). Le lieutenant Mansion qui se trouvait à Londres se joint à eux, ainsi que trois sous-officiers, tous également de retour de Narvik, Lecot, Martin et Barnett. C'est encore au début de juillet 1940 qu'arrivent à Londres les tous premiers évadés de France. Il y a parmi eux le capitaine Pierre Fourcaud, le lieutenant André Manuel, Gilbert Renault (qui devient Rémy) et le lieutenant de corvette Honoré d'Estienne d'Orves. Ce sont ces hommes qui conçurent et exécutèrent les premières missions de renseignement et établirent les premières liaisons entre la France Libre et les embryons de groupes de résistance sur le territoire français.

Dès que Passy fut nommé chef du 2^e Bureau, il reçut la visite d'un responsable de l'Intelligence Service (MI 6) venu lui dire que Churchill désirait recevoir d'urgence des informations sur les éventuels pré-

paratifs de l'armée allemande pour une invasion des Iles britanniques². Il fallait à tout prix savoir ce qui se passait en France, savoir aussi comment s'infiltrer, se déplacer à travers le pays occupé, affronter un contrôle d'identité etc. Pour cela le MI 6 demanda l'aide du 2^e Bureau de la France Libre naissante et, en priorité, l'envoi de missions clandestines en France.

Le premier volontaire de la France Libre, Mansion, quitta l'Angleterre par voie maritime le 17 juillet 1940. Il se fit démobiliser et revint en Angleterre peu après, par un bateau de pêcheur. Il rapporta tous les jeux de papiers à reproduire pour doter les futurs envoyés de la France Libre d'identités régulières. Il revint aussi avec d'importants renseignements sur le dispositif côtier et laissa derrière lui quelques agents avec lesquels les futures missions pourraient prendre contact. La seconde mission fut celle de Maurice Duclos et Beresnikoff qui furent déposés le 3 août sur les côtes françaises par une vedette rapide. Ils rentrèrent à Londres en janvier et décembre 1941 après avoir mis en place deux réseaux. André Fourcaud et Rémy assurèrent les troisième et quatrième missions.

Ces quatre premières missions permirent de prendre la mesure des problèmes posés par l'infiltration des agents, les conditions de leur séjour et de leur « couverture



Raymond Laverdet (nom de code : Red) serait le personnage de droite.
[crédit : www.francaislibres.net ; non daté]

officielle » ; elles convainquirent le SR de la France Libre de l'urgence qu'il y avait à munir les agents de moyens de transmission, c'est-à-dire de postes émetteurs-récepteurs de radio. Ainsi fut admise la constitution d'équipes réunissant un officier du SR et un opérateur radio avec son poste. C'est une telle équipe qui partit le 22 décembre 1940 avec pour chef Honoré d'Estienne d'Orves. Mais il fut trahi par son radio, arrêté un mois après son arrivée et fusillé le 29 août 1941.

Ces premiers envoyés de la France Libre³ découvrirent et signalèrent l'existence à travers la France de nombreux petits groupes formés spontanément par des citoyens décidés à résister. Ces groupes cherchaient à entrer en contact avec cette France Libre dont les messages leur parvenaient sur les ondes de la BBC. « Il fallait apporter à ces premiers résistants l'aide qu'ils attendaient, il fallait leur faire sentir qu'ils n'étaient pas seuls dans le combat téméraire et redoutable qu'ils engageaient [...] C'est ce qui allait devenir la mission essentielle des réseaux Action de la France Combattante⁴. »

Ces premières missions de la France Libre suscitèrent l'intérêt des Britanniques et conduisirent le SOE⁵ à entrer en contact avec le 2^e Bureau dès la fin de l'année

1940. Le SOE s'était doté d'une « Section française » [F Section] qui s'efforçait d'organiser en France ses propres réseaux, employant des agents britanniques et français. Début 1941, le SOE demanda au 2^e Bureau de lui « prêter » une équipe composée de cinq volontaires de la 1^{ère} compagnie de parachutistes des FFL entraînés en Angleterre. Commandée par le capitaine Bergé, cette mission baptisée « Savannah » fut parachutée dans la nuit du 15 mars 1941 et ramenée (à l'exception de Joël Le Tac) par sous-marin le 14 avril ; elle avait échoué partiellement, mais elle rapportait des informations et des contacts.

Le 15 avril 1941, le 2^e Bureau de la France Libre prend le nom de Service de renseignement (SR). Peu après, Passy rencontre Sir Franck Nelson, chef du SOE et le major

CES PREMIÈRES MISSIONS DE LA FRANCE LIBRE SUSCITÈRENT L'INTÉRÊT DES BRITANNIQUES ET CONDUISIRENT LE SOE À ENTRER EN CONTACT AVEC LE 2^E BUREAU DÈS LA FIN DE L'ANNÉE 1940.

Buckmaster, chef de la F Section. Tenant à garder sa F Section totalement indépendante de la France Libre, le SOE décida de créer une RF Section chargée de la liaison avec le SR de la France Libre et dirigée par Eric Piquet-Wicks. La France Libre recruta alors des volontaires qui devaient s'entraîner dans les écoles du SOE, puis être parachutés en France pour aider les groupes de

résistants à se développer.

Cette nouvelle fonction du SR nécessita la création en octobre 1941 de la « Section Action » du SR de la France Libre. La 1^{ère} compagnie d'infanterie de l'Air fournit une trentaine de volontaires pour effectuer des missions « Action » en France. Ils furent répartis en trois catégories : organisateurs, saboteurs et opérateurs radio. Pour camoufler l'identité des agents à l'intérieur de ses services, le SOE leur attribua des noms de code qui étaient des mots anglais, difficilement traduisibles en français. Le SR décida donc de doter chacun de ses agents « Action » d'un nom de code composé de trois lettres, le plus souvent tirées de leur nom et prénom ; chaque opérateur radio avait le nom de code de l'agent auprès duquel il était affecté, suivi de la lettre W [Wireless, réseau sans fil] pour le premier d'entre eux.

Onze missions furent organisées par le SR et sa « Section Action » en liaison avec la « Section RF » du SOE entre le 8 juillet et le 31 décembre 1941. La mission Dastard fut la troisième, et donc la cinquième mission envoyée en France si l'on compte la mission Savannah et la mission Joséphine B⁶.

LA MISSION DASTARD

C'est une mission très particulière pour laquelle deux hommes, Red et Red X son opérateur radio, sont parachutés dans la nuit du 6 au 7 septembre 1941 dans le nord du département de l'Yonne.

Red c'est Raymond Laverdet, qui utilise au cours de cette mission au moins deux autres pseudonymes : Ruis et Legall ou Le Gall. Il est né dans le 14^e arrondissement de Paris, le 7 juin 1913. Socialiste, il adhère au PSOP (Parti socialiste ouvrier et paysan),

fondé en 1938 par l'aile gauche du Parti socialiste SFIO. Il fréquente Marceau Pivert, son fondateur et André Weil-Curiel [7]. En 1935, il avait été quartier maître canonnière sur le sous-marin Surcouf. À la naissance de son fils, il quitte la marine et devient jardinier municipal à Montrouge, en banlieue parisienne. Il fait volontiers le coup de poing contre les militants d'extrême droite dans

[LE DOSSIER]

les rangs des TPPS (Toujours prêts pour servir), le service d'ordre du mouvement. À la déclaration de guerre, il est mobilisé dans la marine.

« À l'été de 1940, au moment de la débâcle, Laverdet est en Angleterre, marin à bord d'un dragueur de mines, le Pingoin. Sans hésiter – ce n'est pas dans ses habitudes ! – il s'engage dans les FFL à Liverpool. Il ne fait pas mystère auprès de son recruteur, l'aspirant André Lahana, futur cadre du BCRA, de ses idées politiques et de son appartenance au PSOP. Précision que Lahana, fort intéressé, note scrupuleusement⁹. À Inchmery House⁹, puis à la Station 17, les Britanniques du SOE lui font suivre un entraînement spécial en vue de son parachutage dans la France occupée dans le cadre d'une mission du SR de la France Libre.

« Ce n'est pas un hasard si le chef du BCRA, le colonel Passy et les Anglais du SOE m'ont désigné pour cette mission Dastard. Ils connaissaient parfaitement mes amitiés dans les milieux de la gauche et de l'extrême gauche SFIO. Ils m'avaient même choisi pour cela. Dans le cadre de Dastard, je devais contacter des gens de gauche, des cadres du mouvement ouvrier, des syndicalistes, et organiser avec eux des sabotages anti-allemands dans les usines¹⁰ ». Remarquons que dans ce témoignage, le seul dont nous disposons, Laverdet ne dit pas qu'il avait pour mission de prendre contact avec les communistes parisiens du groupe Valmy, comme on le trouve parfois indiqué¹¹. Cette affirmation résulte sans doute d'un raccourci car c'est avec le groupe Valmy qu'il prit contact quand il retrouva un ancien camarade icau-nais du PSOP, Robert Simon. Les premiers résistants que Laverdet rencontra à Paris n'étaient cependant pas communistes, ils appartenaient à l'Armée des Volontaires, nom donné au rassemblement des rescapés d'une nébuleuse de petits groupes décimés par les polices allemandes.

UNE ÉQUIPE DE FRANÇAIS LIBRES PARACHUTÉS DANS LE DÉPARTEMENT DE L'YONNE, LE 6 SEPTEMBRE 1941, À CHAUMONT

Red et Red X, son radio (André Allainmat, né le 1^{er} janvier 1921 à Guingamp) étaient prêts à partir depuis fin juillet 1941 pour être parachutés « blind » (dans la nature, sans équipe de réception) mais l'opération

Avec l'Armée des Volontaires, aux débuts de la Résistance

Le mouvement Armée des Volontaires (AV) est fondé à Paris en octobre 1940 par René Lhopital, Charles Domergue, André Donnay et Marcel Lamboley. Pour la plupart maréchalistes mais révoltés par l'Occupation, ses premiers militants organisent des filières d'évasion pour les prisonniers de guerre. Ils participent en outre à la diffusion de *Pantagruel* (le premier journal clandestin de la Résistance française), en raison de la présence parmi eux du créateur du journal, Raymond Deiss. Dès le début, l'AV est en contact avec le mouvement Ceux de la Libération. En 1941, le mouvement se développe à Paris et en région parisienne, notamment dans les milieux de la police. Des antennes sont créées en Normandie, dans le Nord, en Champagne, en Alsace et en Lorraine, dans les Pyrénées, et des groupes extérieurs sont absorbés : à Nevers (docteur Raymond Chanel), Poitiers, Bordeaux, et en Vendée. Des liens sont établis avec le réseau Saint-Jacques et avec les éléments militaires résistants rassemblés par le général Riedinger. André Méresse met en contact l'AV avec Raymond Laverdet et donc avec Londres, en octobre 1941. Peu à peu, l'AV se lance dans la collecte de renseignements militaires et économiques, le noyautage de l'administration, la recherche de terrains de parachutage et d'atterrissage, ainsi que dans la constitution de dépôts d'armes.

Ce développement rend l'organisation vulnérable. Lhopital est arrêté une première fois en avril 1941 ; en juillet, le groupe de Bordeaux est décimé. Durant l'automne, les arrestations se succèdent : début 1942, la plupart des fondateurs de l'AV sont en prison. Transférés en Allemagne en octobre, ils y sont jugés en mai 1943. Avec cinq de leurs camarades, Deiss et Domergue sont condamnés à mort ; Charles, Donnay et Lhopital sont déportés.

Sous l'impulsion d'André Méresse, l'AV tente de reprendre son activité. Mais les arrestations redoublent. Chanel est arrêté à Paris le 2 novembre 1942 et Méresse cinq jours plus tard. Tous deux survivront à la déportation. Au printemps 1943, elle n'existe plus en tant qu'organisation structurée. La plupart des groupes ont rejoint Ceux de la Libération, Libération-Nord ou l'Organisation civile et militaire.

« Par sa précocité et sa nature protéiforme, son enthousiasme néophyte et son esprit d'entreprise, son destin tragique et sa volonté farouche de ne pas mourir tout à fait, l'AV est typique de la première résistance en zone nord » écrit Guillaume Piketty dans l'article qu'il a consacré à l'AV dans le *Dictionnaire historique de la Résistance* auquel nous avons ici largement emprunté.

Mouvement de résistance, l'AV fut également homologuée comme réseau des Forces françaises combattantes par arrêté du 9 juin 1947.

fut retardée jusqu'au 6 septembre.

Les deux hommes atterrissent à la limite des départements de l'Yonne et de la Seine-et-Marne, au lieu dit Le Petit Chaumont, sur la commune de Chaumont, près de Villeneuve-la-Guyard. Laverdet est blessé, sans doute légèrement. Ils sont recueillis chez Charles Lafabrigue, hôtelier à Courlon, village situé à quelques kilomètres. Ils y restent quelques jours cachés car leur parachutage a été découvert. En effet, le 9 septembre 1941, un charretier de Chaumont a trouvé sur le territoire de la commune « un sac de toile contenant des amortisseurs, un casque en cuir et divers autres objets » de marque anglaise. Il a porté le tout chez le maire, M. Hattier qui le lendemain a prévenu la gendarmerie de Villeneuve-la-Guyard. Le 11 septembre les « gendarmes allemands sont venus à leur tour et ont trouvé deux parachutes

dans les broussailles¹² ».

Le 12 septembre, Laverdet se rend à Paris où Allainmat le rejoint peu après. Les deux hommes rencontrent André Méresse puis Raymond Chanel qui sont des responsables de l'Armée des Volontaires¹³. Pour l'Armée des Volontaires c'est une aubaine car l'organisation a besoin d'être reconstruite par Londres dont elle peut d'autre part attendre subventions, armes et munitions. Laverdet demande des adresses sûres pour émettre et propose à Chanel de « prospecter la Nièvre pour y repérer des terrains propices aux parachutages et même aux atterrissages clandestins ». Laverdet explique comment choisir ces terrains et les baliser, correspondre avec l'avion par feux clignotants etc. Ces premiers contacts lui permettent d'organiser matériellement la mission et de trouver un lieu d'émission, rue du Faubourg Saint-

Jacques¹⁴; dans son rapport de mission il indique avoir organisé « une vingtaine de lieux d'émission avec le lieutenant Mèresse ». Il fait une première tentative de liaison radio avec Londres le 17 septembre mais signale qu'il lui fallut plusieurs jours avant que la liaison ne fonctionne; Londres confirme d'ailleurs être en contact régulier avec Laverdet à partir du 9 octobre. Les archives du BCRA confirment ce fait en précisant que Red « est en contact régulier avec nous depuis le 9 octobre¹⁵ ».

CONTACT ÉTABLI AVEC LE GROUPE VALMY ET LE PARTI COMMUNISTE

À Paris, Laverdet entre en contact avec des responsables clandestins de la SFIO, dont Amédée Dunois¹⁶ et Henri Ribière (l'un des fondateurs de Libération-Nord), à qui il remet des fonds. Son objectif est de constituer un groupe de sabotage d'usines et de propagande (il est intéressant de remarquer que la propagande est considérée comme une activité importante par ces résistants entraînés à l'action et venus de Londres). Il rencontre André Jacquot et Robert Simon, ancien instituteur qui côtoie les hommes du groupe Valmy, groupe de communistes parisiens engagés dans l'action armée.

Robert Simon est né à Noyers-sur-Serein dans l'Yonne le 28 juillet 1909; il y exerce son premier poste d'instituteur en 1928. Quatre ans plus tard, il adhère au Parti socialiste SFIO, par la suite il milite activement au mouvement Amsterdam-Pleyel et participe aux luttes sociales du Front populaire. Sympathisant de la Gauche révolutionnaire qu'il rejoint quand Paul Faure dissout la Fédération de la Seine, il adhère au PSOP créé par Marceau Pivert et participe à sa

LAVERDET EXPLIQUE COMMENT CHOISIR DES TERRAINS ET LES BALISER, CORRESPONDRE AVEC L'AVION PAR FEUX CLIGNOTANTS.

fondation dans le département de l'Yonne. Munichois, trésorier du mouvement « Paix et Liberté », il organise avec Louis Aubry la dissidence au sein de ce mouvement et participe aux « comités de lutte contre la guerre » de Georges Clémendot qui milite pour une « paix immédiate ». Mobilisé le 2 septembre 1939, il déserte deux semaines

plus tard et est condamné à six ans de prison par un tribunal militaire, le 8 décembre 1939. Arrêté à Lyon en juin 1940, emprisonné, libéré par l'arrivée des Allemands, il hésite quelques temps sur la voie à suivre, et quitte Auxerre pour Paris où il arrive en décembre 1940¹⁷.

« J'étais déserteur de l'armée française¹⁸; pour cette raison, tout en vivant toujours sous mon état-civil véritable, je me trouvais malgré tout gêné, car je n'ai pas osé, en arrivant à Paris en décembre 1940, me faire inscrire pour obtenir ma carte d'alimentation. Depuis juin 1942 environ, j'étais un client assidu du restaurant Garde¹⁹, boulevard Bonne-Nouvelle. J'y dînais presque tous les soirs, c'est ainsi que j'ai fait assez rapidement la connaissance d'un client²⁰. [...] Ainsi que je l'ai indiqué, je n'avais pas de tickets de rationnement et ne prenais ni viande ni fromage. Jacquot n'a pas eu grand mal à se rendre compte du fait que je n'étais jamais pourvu de tickets de rationnement même au début du mois, que j'étais illégal. Peu à peu nous avons échangé des confidences et je me suis découvert à fond, disant à Jacquot qui j'étais et pourquoi je vivais dans une quasi illégalité. Jacquot s'est montré plus circonspect. Il m'a finalement avoué être illégal également. ».

Né le 4 juillet 1908 à Paris, entré au Parti communiste avant guerre, combattant durant la guerre d'Espagne, André Jacquot est entré au groupe Valmy en mai 1942 et en est devenu le responsable militaire. Il propose à Simon d'intégrer le groupe Valmy. Dans un entretien avec Roger Faligot et Rémi Kauffer²¹, les 15 et 22 mai 1987, Robert Simon confirme cette rencontre : « Dans un restaurant à deux issues boulevard Bonne-Nouvelle, j'étais entré en relation de sympathie avec André Jacquot, qui a fini par m'avouer son appartenance au PC clandestin. Ce devait être en octobre ou novembre 1941²² et Jacquot mettait sur pied le groupe Valmy, une unité de choc des FTP. Jacquot m'a expliqué qu'il souhaitait entrer en contact avec les gaullistes. Il m'a aussi inondé de propagande pour que j'adhère au Parti et, le sentant sincère, j'ai accepté, bien que très antistalinien de formation. Puis, le 20 janvier, il m'a interrogé en compagnie de Marius Bourbon, qui était « Bordeaux » dans l'organigramme de Valmy, où chaque militant était désigné par un nom de ville. Je suis entré dans le

groupe sous le nom de Lyon. J'ai établi le contact entre Jacquot et Laverdet, et constaté avec plaisir que tous les deux s'entendaient très bien. Si bien que le second a accepté, au nom du BCRA, de nous remettre des armes. »

Le « détachement Valmy » avait été créé par la commission des cadres du Parti communiste, elle-même aux ordres directs de Jacques Duclos. Ce fut dans un premier temps une police interne au Parti chargée de « liquider les traîtres²³ »; à l'été 1942, une seconde mission lui fut donnée et un groupe d'action spécialisé dans les attentats contre les troupes d'occupation dans la capitale fut constitué; il devait servir d'exemple aux FTP.

Les contacts entre Laverdet et Simon ont eu lieu avant que Simon ne soit considéré comme membre du groupe Valmy. Simon a dû le mettre en relation avec André Jacquot, qui lui-même n'était pas encore responsable au sein du groupe Valmy et Jacquot lui a fait rencontrer des membres du Comité central du Parti communiste²⁴.

LE PREMIER PARACHUTAGE DE MATÉRIEL DANS LE DÉPARTEMENT DE L'YONNE, LE 1^{ER} MAI 1942 À COURLON

Parallèlement à ses contacts avec le groupe Valmy, en octobre et novembre 1941 Laverdet reste en liaison avec les résistants de l'Armée des Volontaires. Il organise des lieux d'émission radio et recherche des terrains de parachutages. C'est André Mèresse, dont la mère et la grand-mère habitent à Saint-Bris-le-Vineux, qui a dû lui proposer un terrain de parachutage sur le territoire de cette commune de l'Auxerrois, terrain que la RAF homologue en novembre 1941.

Un parachutage est annoncé sur ce terrain pour la nuit du 27 au 28 novembre: RedX, autrement dit Louis Bourdat, un adjoint de Laverdet spécialisé dans le sabotage et le matériel devait être parachuté²⁵ et une équipe de réception avait été constituée avec Laverdet. Mais cette opération échoue, l'avion ayant « perdu son chemin ». Elle est de nouveau tentée le lendemain, mais cette fois, c'est le comité de réception qui n'est pas au rendez-vous. Finalement, Red-X sera acheminé sur la Sarthe où il touchera le sol dans la nuit du 26 au 27 janvier 1942, avec 82 jours de retard, et après trois allers et retours²⁶. Les rapports

[LE DOSSIER]



Photographie sans doute prise à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Raymond Laverdet figure sur le cliché et se trouve en seconde position en partant de la gauche. Les autres personnes en uniforme ou en tenue civile sont vraisemblablement d'anciens SAS ou parachutistes de la France libre car, chaque vareuse (armée de l'air ou terre) arbore le brevet parachutiste (« la plaque à vélo ou les ailes ») sur la poitrine. Ces brevets métalliques en tissu sont de type français ou britannique (sources : www.francaislibres.net)

hebdomadaires du service Action du SR de la France Libre confirment que le parachutage fut plusieurs fois reporté²⁷. Un témoin affirme cependant que le parachutage a eu lieu, dans une prairie entre Saint-Bris et Champs-sur-Yonne, à moins d'un kilomètre du village. Deux containers auraient été récupérés par une petite équipe formée de Mazeau père et fils, de Méresse et de deux autres personnes²⁸.

Après toutes ces péripéties, en février 1942, Louis Bourdat, né en 1908²⁹ et engagé dans la France Libre depuis juillet 1940, rejoint la mission Dastard. « Adjoint d'opération et instructeur de sabotage », il a une planque parisienne, 22 rue Froidevaux où il constitue un dépôt d'armes. Il noue des relations étroites avec l'Armée des Volontaires et intègre l'organisation sous le

pseudonyme d'Hervé. Laverdet et Bourdat organisent deux équipes : la première commandée par Robert Dupleix, la seconde par Jacques Chapelain, ainsi qu'un laboratoire de micro-photo, fabrication de faux papiers, faux cachets et d'une imprimerie sous la direction du sergent Richard Balkosky.

Louis Bourdat recrute des cheminots à Paris, gare de Lyon, et au dépôt de Laroche-Migennes. Laverdet leur fait une instruction et l'action aboutit à « la destruction sans explosifs de huit locomotives et boogies de wagons en gare de Laroche-Migennes » et à « l'incendie entre Joigny et Auxerre d'un train de paille destiné à la Wehrmacht³⁰ ».

Les contacts entre Laverdet et les responsables communistes aboutirent. Londres accepta un parachutage d'armes destinées au groupe Valmy sur un terrain que

Laverdet fit homologuer sur le territoire de la commune de Courlon. Laverdet constitue à Courlon une équipe de réception dirigée par Charles Lafabrègue (voir encadré ci-après), chez qui il s'était réfugié après son parachutage et avec lequel il était donc resté en relation.

Le 27 avril 1942, l'avion décolle, mais une erreur de navigation le contraint au retour en Angleterre et fait échouer l'opération. Le 1^{er} mai 1942, c'est enfin le succès³¹ : deux containers et un poste radio sont

LE 1^{ER} MAI 1942, C'EST ENFIN LE SUCCÈS : DEUX CONTAINERS ET UN POSTE RADIO SONT PARACHUTÉS.

parachutés³². Le poste est installé et mis en service chez Lafabrègue : « liaison par faite avec Londres » écrit Laverdet dans son rapport. Laverdet, Dupleix et Chapelain transportent les armes à Paris : « protection en gare par Bourdat et son équipe ».

« Dans un garage de la rue Saint-Jacques, Laverdet se transforme en instructeur et explique aux FTP comment fonctionnent les explosifs anglais qu'il vient de leur remettre » déclare Robert Simon dans ses entretiens des 15 et 22 mai 1987, ajoutant : « Je me souviens d'avoir été chercher des armes en plus grande quantité, des explosifs et des grenades, dans un dépôt situé au 22 rue Froidevaux ».

À l'automne 1942, le « détachement Valmy » reçoit l'ordre de commettre des attentats contre les troupes d'occupation, afin de servir d'exemple aux FTP. Les hommes disposent désormais d'armes et d'explosifs anglais de grande qualité. Le 8 août 1942, Robert Simon lance une grenade par la fenêtre ouverte de la salle du restaurant de l'hôtel Bedford, occupée uniquement par des militaires allemands³³. À l'automne 1942, ils réalisent plusieurs attentats spectaculaires : une bombe explose au cinéma Rex le 17 septembre (2 morts, 20 blessés), à la gare Montparnasse le 13 octobre. Le bilan est certes modeste (25 Allemands tués dans le département de la Seine entre juin 1941 et décembre 1942) mais le PCF veut affirmer sa place dans la Résistance et conquérir une légitimité compromise par la politique qui a été la sienne jusqu'au printemps 1941.

Les Brigades spéciales constatèrent que les grenades utilisées par les hommes du groupe Valmy étaient des grenades



En 1946 Robert Simon signa dans la collection « Jeunesse héroïque » publiée « avec le concours de l'association nationale des anciens FTP-F », un petit ouvrage édifiant et romancé : *Les grillages de l'hôtel Bedford*. Il y raconte comment, le 8 août 1942, il lança une grenade par la fenêtre ouverte de la salle du restaurant de l'hôtel Bedford, occupée uniquement par des militaires allemands. La grenade provenait du parachutage de Courlon effectué le 1^{er} mai 1942 dans le cadre de la mission Dastard.

anglaises Mills. Les fouilles et les perquisitions leur firent découvrir des crayons allumeurs et un explosif nouveau que les Allemands mirent longtemps à identifier, l'hexogène. Cet explosif offrait une grande puissance de destruction ; couplée à un crayon allumeur à retard chimique, la bombe à l'hexogène pouvait exploser après un délai choisi. C'était l'apport technologique de la mission Dastard !

RAYMOND LAVERDET PASSE EN ZONE SUD OÙ SON ACTIVITÉ S'AMPLIFIE !

Laverdet continue d'avoir une activité multiforme qu'il a résumée dans son rapport de novembre 1944 et qui est désormais notre seule source³⁴. Il installe d'autres lieux d'émission radio ; il diffuse des brochures de propagande ; il effectue des sabotages (citernes d'essence à Paris), il entraîne un groupe de sabotage de chemin de fer dans le Nivernais ; il organise un terrain d'atterrissage pour Lysander.

Le 12 juillet 1942, la Gestapo arrête Dupleix, Chapelain, Balkosky, Mmes Libau et Thébault. Le 15 juillet, Laverdet et Bourdat sont attendus à leur boîte aux lettres. Laverdet s'en tire mais Bourdat est tué par des policiers français. Laverdet est désormais repéré ; il cache le matériel qui lui reste chez Georges Lévy, qui entreposait déjà du matériel de propagande. Puis il achète de faux papiers à un inspecteur de police et passe en zone sud.

Michael Foot écrit : « Laverdet échappa à la même échauffourée avec la Gestapo en emportant ce qui restait d'argent, qui lui suffit tout juste à s'acheter une nouvelle identité. Il ne put recommencer à travailler avec le SOE qu'au printemps 1944³⁵. » Faligot et Kauffer écrivent : « Son réseau démantelé, Raymond Laverdet doit fuir avec femme et enfants³⁶ dans le sud de la France. Il mettra plusieurs mois à reprendre contact avec la Résistance, à Manosque, pour devenir [...] le responsable atterrissages et parachutages des Hautes Alpes. »

Le rapport de mission de Raymond Laverdet comporte plusieurs pages sur son activité en zone Sud jusqu'en août 1944 et l'on ne peut qu'être impressionné par l'immensité et la variété des actions de cet homme entre 1940 et 1944. Nous n'en donnerons ici qu'un bref résumé qui s'appuie sur l'unique source que constitue son rapport

Charles Lafabrègue, un résistant de la première heure dans l'Yonne

L'action de la mission Dastard nous fait découvrir Charles Lafabrègue, que nous ne connaissions pas encore et qui fut l'un des premiers résistants de l'Yonne. Né le 26 mars 1888 à Saint-Léon dans l'Aveyron, il était hôtelier au centre du village de Courlon. À l'époque, Courlon était très fréquenté par les Parisiens pour sa plage et pour la pêche dans l'Yonne. Remarié, Charles Lafabrègue élevait trois enfants et la jeunesse locale venait danser dans la salle de bal de son établissement.

Il accueillit en septembre 1941 les deux Français libres de la mission Dastard ; il les hébergea et resta en contact avec Laverdet puisque celui-ci lui confia la responsabilité de l'équipe chargée de réceptionner le parachutage du 1^{er} mai 1942. Le poste émetteur qui avait été réceptionné lors de ce parachutage fut installé et mis en service chez lui et Laverdet se félicite dans son rapport d'avoir « une liaison parfaite avec Londres ». D'autres résistants sédentaires agissaient avec lui à Courlon, village que nous ne connaissions que pour les activités du maquis qui y était implanté à l'été 1944. Il est possible que Dupeyroux, son voisin, capitaine des pompiers ait été l'un de ses premiers camarades de résistance.

Durant l'été 1944, le café de Charles Lafabrègue fut l'un des points d'appui du maquis de Courlon que commandait Marcel Verlick : le PC de ce chef de maquis était situé au premier étage de son hôtel.

Sources : Témoignage de Mme Suzel Lamy, 5 décembre 2009 ; enquête de Roger Pruneau, janvier 2010.

[LE DOSSIER]

Reproduction du tableau récapitulatif des opérations faites pour le compte de la section « Action » du BCRA

N° par ordre chron.	Date	Nom de l'opération	Personnel et matériel	Région	Comité de réception	Retard	Erreur de Navigation	A	B	C	D	E	Observations
10	27.11.41	DACE	REDX Et containers	YONNE S. Auxerre	RED	22 jours	Erreur totale	-	-	-	-	-	Avion a perdu son chemin. <i>Opération à refaire.</i>
11	28.11.41	DACE	=	=	=	23 jours	Réception non trouvée	-	-	-	-	-	Le Comité de réception n'a pas fonctionné. <i>Opération à refaire.</i>
15	3.1.42	DACE	REDX	SARTHE S. du Mans	sans	59 jours	-	-	-	-	-	-	Mauvais temps empêche trouver le point. <i>Opération à refaire.</i>
16	26.1.42	DACE	=	=	=	82 jours	-	-	-	-	-	oui	

Légende :

A. Blessures et bris de matériel / B. Sans conséquences / C. Conséquences sérieuses / D. Echec total / E. Réussite totale

Ce document se trouve aux Archives nationales dans les dossiers du BCRA (AN. 3AG2) Il nous a été communiqué par Michel Blondan. Il s'agit d'un récapitulatif des opérations faites pour le compte de la section « Action » du BCRA. L'opération « Dace » devait parachuter un second opérateur radio à Laverdet (Red X est Louis Bourdat) au sud d'Auxerre (à Saint-Bris) et Laverdet (Red) faisait partie de l'équipe de réception au sol. Prévue le 5 novembre 1941, l'opération fut exécutée le 27 avec 22 jours de retard et elle échoua car l'avion avait perdu sa route. Répétée le lendemain, elle échoua de nouveau. L'avion dut survoler l'endroit en attendant de voir les signaux lumineux que l'équipe au sol aurait dû lui faire, ce qui peut expliquer qu'un témoin (M. Boisseau) affirme que le parachutage eut lieu. Dans son rapport de mission établi en 1944, Laverdet affirme cependant avoir attendu vainement dans la neige pendant dix nuits... Le parachutage fut déplacé dans la Sarthe où Bourdat devait être parachuté sans équipe de réception. Il échoua le 3 janvier 1942 pour cause de mauvais temps et réussit enfin dans la nuit du 26 au 27 janvier 1942. On observe la qualité des informations fournies par ce document ainsi que les immenses difficultés de liaison entre l'Angleterre et la Résistance intérieure.

de mission. De décembre 1942 à avril 1943, il a une activité de sabotage dans les Alpes-Maritimes et le Var, à Toulon en particulier (sabotages de locomotives, sabotages à l'arsenal). Puis il part pour Manosque. En août 1943, il repart pour Londres par l'Espagne, mais il est « stoppé » à Lérida et revient en France « grâce à des Républicains espagnols ». De novembre 1943 à février 1944, il organise des groupes de sabotage et de parachutages à Gréoux-les-Bains et à Manosque. Il est ensuite nommé chef départemental du SAP des Basses-Alpes (équivalent du BOA pour la zone Sud). Il réceptionne du matériel et arme les maquis. En mars 1944, il reçoit l'ordre de retour à Londres mais le départ est manqué suite à l'intervention d'un agent double qui est exécuté. Il reprend son activité de sabotage dans les Basses Alpes. En juin, il réceptionne des parachutages, organise des maquis et participe à leurs actions ; il prend le commandement des maquis de la région de Gréoux-les-bains dont il dit qu'ils rassemblaient 350 hommes bien armés et qu'ils furent attaqués. En juillet 1944, il en-

traîne les groupes FFI de Marseille, sabote les voies ferrées, exécute des miliciens et finalement participe aux combats qui suivent le débarquement de Provence. Par la suite Raymond Laverdet combattit en Indochine et entra au SDECE, le service de documentation extérieure et de contre-espionnage créé en 1946, où il fut spécialiste des explosifs.

L'étude de la mission Dastard nous fait découvrir des aspects de la Résistance icaunaise que nous avions jusqu'alors ignorés, prouvant s'il en était besoin combien il faut rester modeste et conscient que les faits établis sont sans cesse sujets à être complétés, voire remis en cause. L'intérêt de la mission Dastard dépasse largement ses aspects icaunais ; son étude est révélatrice des débuts de la Résistance intérieure, de ses nécessaires et difficiles liaisons avec Londres. Elle montre que dès l'armistice, l'été 1940, des Français sont prêts à agir et résister, y compris par des moyens militaires. Elle confirme également les liens entre la résistance communiste et

la France Libre, à partir de 1941, qui ont été bien plus actifs qu'on ne l'a parfois affirmé. Les lacunes de la recherche dont nous proposons aujourd'hui le bilan ne sont que trop visibles et doivent la faire considérer comme un premier pas qui devra être suivi de plusieurs autres. Raymond Laverdet est une figure de résistant que nous aimerions mieux connaître, dans ses activités d'avant guerre et dans ses activités de résistance après son départ en zone Sud, son récit de mission n'étant pas une source suffisante. L'Armée des Volontaires et les personnages d'André Méresse et de Raymond Chanel exigent également des investigations plus complètes. Comme souvent, nous avons l'impression en terminant cet article que son contenu pose plus de questions qu'il n'apporte de réponses ! ■■■

Notes

(1). Robert Laffont 2007. Nos remerciements vont à Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre qui nous ont fourni les renseignements nécessaires au démarrage de notre recherche. Ils vont aussi à Michel Blondan, chercheur dijonnais qui travaille actuellement sur le BOA (Bureau des opérations aériennes) et qui a bien

voulu nous communiquer des documents découverts aux Archives nationales au cours de ses travaux.

[2]. C'est ce type d'activité qu'on appelle « le renseignement » en terme militaire.

[3]. Sur les débuts des activités du 2^e Bureau de la France Libre et les premières missions, consulter : Michael Foot, *Des Anglais dans la Résistance. SOE en France*, Tallandier 2008 ; Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France Libre*, Gallimard, 1996 ; Daniel Cordier, *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon*, tome 3, Jean-Claude Lattès, 1993 ; Sébastien Albertelli, *Les services secrets du général de Gaulle : le BCRA, 1940-1944*, Paris, Perrin, 2009 ; Colonel PASSY, *Mémoires du chef des services secrets de la France Libre*, Paris, Jacob, 2000. Un texte de Raymond Lagier nous a été particulièrement utile : <http://www.fondationresistance.org/documents/ee/Doc00006-003.pdf>

[4]. Raymond Lagier, op. cit.

[5]. Le *Special Operations Executive (SOE)*, placé sous l'autorité du Ministry of Economic Warfare entendait mener directement dans chaque pays occupé des opérations de sabotage.

[6]. Mi-avril 1941, le SOE demanda de nouveau au 2^e Bureau de lui « prêter » d'urgence trois volontaires pour une opération de sabotage de la station de transformateurs électriques de Pessac, près de Bordeaux. Cette opération, baptisée « Joséphine B », fut une réussite.

[7]. André Weil-Curiel est né le 1^{er} juillet 1910 à Paris. Avocat à la Cour, inscrit au barreau de Paris, il a rejoint Londres en juillet 1940 et fait partie des premiers parachutés en France, avec pour mission de contacter les personnalités politiques et les organisations s'engageant dans la Résistance. Il a appartenu avant guerre à l'aile gauche du Parti socialiste. Laverdet et Weil-Curiel ont dû se retrouver à Londres.

[8]. Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Les Résistants. De la guerre de l'Ombre aux allées du pouvoir ; 1944-1989*, Fayard, 1989, chapitre 6.

[9]. En avril 1941, Georges Bergé, commandant la 1^{ère} compagnie d'infanterie de l'Air créée par de Gaulle en septembre 1940, chef d'équipe de la mission Savannah, créa, sous contrôle du 2^e Bureau et du SOE une école de formation d'agents, Inchmery House, où furent formés la plupart des radios et agents parachutés en France en 1941 et 1942. La station 17 est un château du Kent, au nord de Londres, où s'effectuent les stages de renseignement et de sabotage.

[10]. Entretien des auteurs avec Raymond Laverdet le 29 août 1988.

[11]. Daniel Cordier écrit que « Dastard devait contacter dans la région parisienne des amis d'avant guerre (« Partivistes », sic) et former avec eux une organisation de sabotage » in Jean Moulin, *l'inconnu du Panthéon*, tome 3, p. 801. Cordier situe le parachutage dans la nuit du 7 au 8 septembre 1941.

[12]. ADY, 1 W 150. M. Hattier fut arrêté le 13 septembre et condamné à une semaine de prison pour ne pas avoir prévenu immédiatement les autorités.

[13]. Raymond Chanel, *Le déjeuner de la Croix de Vernuche*, entretiens avec Rémy, Librairie Académique Perrin, 1968. Raymond Chanel, *Un médecin en enfer*, préface de Rémy, Librairie Académique Perrin, 1970. André Méresse né en 1913 a été séminariste puis militaire, enseignant chez les

Jésuites puis employé SNCF : c'est un personnage singulier ; Raymond Chanel est médecin ORL à Nevers. **[14].** Compte rendu de la mission Dastard établi par Laverdet le 15 novembre 1944, Archives nationales, 46 Mi 12 SDECE.

[15]. AN, 72 AJ 1970, document publié par Daniel Cordier, op. cit., p. 1278 du tome 3.

[16]. Né en 1878, Amédée Dunois adhère en 1912 à la SFIO, intègre la rédaction de *L'Humanité* et devient un proche de Jean Jaurès. Opposé à l'Union sacrée, il milite avec différents minoritaires pacifistes, et rallie la Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC, futur PCF) au congrès de Tours en 1920. Il quitte le parti en 1927, et adhère à nouveau à la SFIO en 1930. Dès septembre 1940, il participe à la reconstitution de la SFIO, dans la clandestinité. À partir de 1942, il est l'un des principaux rédacteurs du Populaire clandestin. En 1943, il choisit de rester à Paris, bien qu'il ait l'opportunité de gagner Alger. Arrêté par la Gestapo, il est déporté à Oranienburg en 1944, puis à Bergen-Belsen où il meurt en février 1945. Sur ce personnage très important du mouvement ouvrier, consulter la longue notice que lui consacre le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*.

[17]. Sur Robert Simon : ADY, 1130 W 40 (dossier Robert Simon). ADY, 1 W 319 (rapport des Renseignements Généraux). Boursier Jean-Yves, Robert Simon, in Maïtron (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*. J.-M. Berlière et Franck Liaigre, op. cit.

[18]. Archives de la Préfecture de police de Paris, APP GB 114, extraits de l'interrogatoire de Robert Simon par les policiers de la Brigade spéciale le 27 octobre 1942, communiqués par Franck Liaigre. Simon a été arrêté sur son lieu de travail le 26 octobre 1942 par une équipe dirigée par l'inspecteur Barrachin.

[19]. Il s'agit du restaurant « Chez Gardes ».

[20]. Il s'agit du militant communiste André Jacquot.

[21]. Op. cit., pp. 142-143.

[22]. Cette date semble plus probable que celle de juin 1942 donnée à la police lors de son interrogatoire car le parachutage d'armes pour le groupe Valmy consécutif aux relations nouées entre Laverdet, Simon et Jacquot date de mai 1942. Ce problème de chronologie peut se résoudre en partie par cette observation de J.-M. Berlière et F. Liaigre (op. cit., p. 151) : « Il (Robert Simon) ne fut pas considéré comme un membre à part entière du détachement Valmy. Sa façon de s'exprimer, sa prestance, son métier de chimiste (il occupe alors la fonction de directeur d'un laboratoire de chimiothérapie appliquée, le laboratoire Blanche, situé 14 boulevard Poissonnière. Il perçoit 6000 francs par mois) son aisance financière -6000 francs mensuels, soit près du triple de la solde attribuée aux combattants du détachement-son passé politique firent que certains (...) le jugèrent avec méfiance ».

[23]. C'est le titre de l'ouvrage de Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre qui en retrace l'histoire, l'action et la chute, Robert Laffont, 2007.

[24]. Compte rendu de mission établi par Laverdet, AN, 46 Mi 12.

[25]. AN, 3AG2/203, doss. 1, doc. 1 (Tableau récapitulatif des résultats obtenus, opérations de parachutage faites pour le compte de la section (« A »), f° 3. Document aimablement communiqué par Michel Blondan.

[26]. AN, 3AG2/203, 1, 1, f° 3.

[27]. Le rapport hebdomadaire établi à Londres par le capitaine Bienvenue le 31 octobre 1941 précise que Laverdet « doit recevoir du matériel au cours de la période actuelle de lune » ; le 22 novembre il indique qu'il « recevra au cours de cette lune, l'instructeur qu'il nous avait réclamé ». Le rapport du 29 novembre confirme que « Red devait recevoir sur un terrain balisé un adjoint instructeur de sabotage, dans la nuit du 26 au 27. L'avion transportant cet instructeur s'est rendu, deux nuits de suite, à l'endroit indiqué, mais n'ayant vu aucun balisage l'opération n'a pu être accomplie ». Bienvenue déclare attendre des explications mais reste une semaine sans obtenir de liaison. Le mauvais temps oblige à annuler l'opération et à la reporter encore à plusieurs reprises. Daniel Cordier confirme le tout en s'appuyant sur AN, 72AJ 1970, document publié in op. cit., p. 1278.

[28]. Témoignage d'André Boisseau recueilli par Claude Delasselle, le 20 janvier 2009. Les archives du BCRA prouvent le contraire.

[29]. Archives du Bureau Résistance, dossier de Louis Bourdat consulté par M. Blondan. Les autres pseudonymes de Louis Bourdat sont Bath X, Race, Paul Bourdie, Lesage.

[30]. Compte rendu de la mission Dastard établi par Laverdet le 15 novembre 1944, Archives nationales, 46 Mi 12 SDECE. Nous n'avons pas connaissance de ces sabotages qui auraient été effectués avant l'arrivée de Louis Riglet à Migennes et dont ne nous trouvons aucune trace aux Archives départementales de l'Yonne après consultation de 1 W 98 (Incidents et faits divers : rapports de gendarmerie, signalément aux autorités d'occupation. Janvier-mai 1942), 1 W 79 (Courrier classé « Police », 1942) et 1 W 29 (Comptes rendus d'événements locaux adressés par le Préfet au Ministre de l'Intérieur).

[31]. AN, 3AG2/203, doss. 1, doc. 1 (Tableau récapitulatif des résultats obtenus, opérations de parachutage faites pour le compte de la section « A »), f° 5. Le nom de code de cette opération est « Dace ».

[32]. Le premier parachutage dans le département de l'Yonne n'a donc pas eu lieu dans le Morvan dans la forêt Au Duc en novembre 1942 comme nos sources nous avaient jusqu'alors conduit à le penser, mais à Courlon, à la limite de la Seine-et-Marne, le 1^{er} mai 1942. Il a eu lieu dans le cadre des relations naissantes entre la France Libre et le Parti communiste. On observe dans ce cas une aide directe de la France Libre à la branche la plus active de la Résistance communiste.

[33]. En 1946 Robert Simon signera dans la collection « Jeunesse héroïque » publiée « avec le concours de l'association nationale des anciens FTP-F » un petit ouvrage éducatif et romancé : *Les grillages de l'hôtel Bedford*.

[34]. AN, 72AJ 35, Action, doc. 5 (8 f° r°). Aimablement communiqué par Michel Blondan.

[35]. Michael Foot, op. cit., chapitre 8 p. 331. Il faut admettre qu'il s'agit de la RF Section du SOE car c'est d'abord avec le SR de la France Libre devenu BCRA que travailla Laverdet.

[36]. Raymond Laverdet a alors trois enfants, AN 46 Mi 12 SDECE.

CONCOURS NATIONAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION

CONCOURS 2011

Le concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) pour 2011 sera le cinquantième, le premier a eu lieu en 1961.

Le thème choisi cette année, est :

« La répression de la Résistance en France par les autorités d'occupation et le régime de Vichy. » Ce thème est vaste, et il devrait permettre aux élèves des collèges et lycées de l'Yonne de trouver des exemples locaux : la répression a malheureusement touché tout le département.

par Jean Rolley

En effet, la répression a durement frappé la Résistance dans le département parce que celle-ci a été importante, présente dans de nombreuses régions de l'Yonne, où étaient représentées de nombreuses organisations¹.

Il faut bien insister sur le fait que cette étude ne doit pas prendre en compte la persécution des juifs, leur déportation. Le thème invite à traiter de la répression de la Résistance, et pas de l'ensemble de la répression.

De nombreuses victimes

Le thème conduit à envisager deux grandes catégories de victimes de la répression, d'après les formes de cette dernière, et la réalité de la Résistance. Nous trouvons d'abord les résistants fusillés, soit comme otages, soit comme jugés responsables d'actes de résistance.

Dans le département, en reprenant le nombre donné par Robert Bailly² comme le plus sûr, ils sont 283. Pour les résistants morts au combat, le chiffre donné par R. Bailly peut être retenu : 223.

Ensuite, il faut considérer les résistants déportés. Leur nombre, selon les données fournies par Robert Bailly,

est de 550. Le travail réalisé pour le chapitre sur la déportation dans le livre *Un département dans la guerre* publié en 2007 aboutit, lui, au chiffre de 536 noms et précise que 277 de ces déportés sont revenus (51,7%). Cette dernière mise au point nous semble pouvoir être retenue.

Il faut ajouter que, en dehors des indications données par R. Bailly, des résistants, ni fusillés, ni déportés, ont été victimes de la répression ; ils ont été arrêtés, ont subi de durs interrogatoires, souvent accompagnés de torture.

Il faut se rendre compte que donner des chiffres est très difficile. Ceux que nous donnons sont sans doute assez proches de la réalité. Ils comprennent des résistants de l'Yonne morts hors du département, et des résistants non originaires de l'Yonne, tués dans l'Yonne. Enfin, il faut bien réaliser que la Résistance n'a pas été que militaire, qu'elle a été souvent mise en place par des hommes et des femmes qui ne seront plus là en 1944.

De nombreuses raisons

Mais beaucoup d'autres éléments doivent être pris en compte. Les circonstances sont très variables, la chronologie est un élément important aussi. Par exemple, pendant l'été 1944, la répression devient beaucoup plus brutale ; elle touche non seulement les résistants eux-mêmes, mais aussi l'ensemble de la population : c'est le cas de Chailley, le 23 juin 1944, de Charny, le 14 juillet 1944, de Châtel-Gérard, le 9 août 1944 (3). Les Allemands, dont certains sont venus du front de l'Est, reprennent, au cours des représailles de l'été 1944, les méthodes de répression collective pratiquées en URSS depuis 1941.

L'occupant et l'Etat français ont collaboré

Un autre élément est à retenir, l'origine de la répression. Elle peut être mise en œuvre par les fonctionnaires de Vichy, ou par les Allemands. La réalité est souvent complexe, et le plus souvent, la collaboration d'Etat fonctionne. Par exemple, Jules Brugot est arrêté par une action de la police française, il est emprisonné au quartier français de la prison d'Auxerre, mais il est fusillé comme otage par les Allemands le 13 janvier 1942, en représailles d'un attentat commis à Dijon contre le *Soldatenheim*. Les autres militants arrêtés sont jugés par un tribunal français, mais ils sont ensuite pris par les Allemands qui les déportent.

La trahison, et l'infiltration

Enfin, il ne faut pas oublier que dans certains cas la trahison, mais aussi l'infiltration d'agents ennemis, ont joué un rôle important. Dans un cas, celui de Ringenbach, arrêté le 29 janvier 1942, il s'agit d'un responsable communiste qui, trois semaines après son arrestation, après avoir été durement torturé donne tous les nombreux renseignements en sa possession. Deux autres situations, différentes, ont fait beaucoup de victimes parmi les résistants : celle d'un résistant, Guillemand (« Etienne »), qui devient, après son arrestation, un agent actif au service des Allemands, et celle de Dupré, qui lui n'a pas « trahi », car c'est un agent de l'*Abwehr* depuis octobre 1940, avec déjà une longue pratique de l'infiltration.

Cette étude de la répression ne doit pas laisser de côté un aspect très important, celui de la brutalité avec laquelle sont conduits les interrogatoires. Ceux-ci ont lieu en plusieurs endroits, la prison d'Auxerre, le siège du SD, avenue Victor Hugo à Auxerre, et à partir de 1944, à l'hôpital psychiatrique d'Auxerre. La torture est largement pratiquée, aboutissant parfois à la mort : le cas de Louis Riglet, mort sous la torture le 4 avril 1944, est bien connu à Auxerre. ■■■

Notes

[1]. Voir sur le thème les travaux de l'ARORY, le cédérom *La Résistance dans l'Yonne*, 2004, le livre paru en 2007, *Un département dans la guerre, 1939-1945, Occupation, Collaboration et Résistance dans l'Yonne*, et les autres publications, comme le bulletin *Yonne Mémoire*. Consulter le site de l'ARORY, www.arory.com.

[2]. Robert Bailly, *Si la résistance m'était contée*, ANACR Yonne, 1990.

[3]. Les faits cités dans cet article ne sont pas développés. Ils sont exposés dans les ouvrages cités.

[4]. Les brigades spéciales sont des unités de la police nationale, spécialement créées à partir des R.G. pour la lutte contre les communistes, en particulier.

La chronologie : les temps forts

À l'automne 1940, les premiers actes de résistance n'entraînent pas une répression très importante. C'est surtout à partir de 1941 que la répression devient importante.

Les grandes phases de la répression sont les suivantes :

1) La répression des communistes, surveillés par Vichy, et par les Allemands à partir de juin 1941 ; il y a des arrestations à Auxerre et Sens. Ils sont arrêtés, puis saisis par les Allemands, déportés. Jules Brugot est fusillé.

2) Une vague de répression suit l'arrestation de Ringenbach le 29 janvier 1942. Il y a de nombreuses arrestations dans les milieux communistes ; les résistants sont soit déportés, soit fusillés comme otages.

3) En 1943, la répression se renforce car la Résistance se développe. De grandes opérations policières ont lieu à l'automne : opération menée par la *Feldgendarmarie* dans le Sénonais, à la suite du meurtre de trois Allemands par les frères Paquet ; action de la *Gestapo* contre le maquis Horteur ; action des Allemands à Toucy ; action de la BS 2 de Paris à Michery (4), action de la *Gestapo* dans le Tonnerrois.

En octobre la trahison de Guillemand (« Etienne ») entraîne de très nombreuses arrestations.

4) En 1944 ont lieu de nombreuses arrestations, la *Gestapo* continuant à utiliser les renseignements fournis par Guillemand, arrestations qui touchent le groupe Bayard, Libération-Nord, etc.

5) Plus tard, en 1944, il y a les effets de l'infiltration de Dupré, notamment les arrestations de plusieurs responsables de la Résistance à l'hôtel de la Fontaine, à Auxerre, le 17 juillet.

6) Enfin, il faut tenir compte des opérations de représailles menées par l'armée allemande dans l'été 1944. Il s'agit des exécutions aux Granges de Sambourg, des opérations de représailles collectives à Chailley et Châtel-Gérard, notamment.

publicité

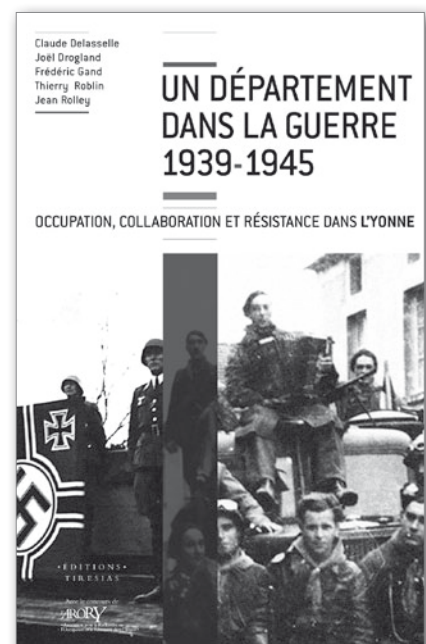
DÉCOUVREZ
"UNE AUTRE HISTOIRE DE L'YONNE
PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE"

UN DÉPARTEMENT DANS LA GUERRE 1939-1945

OCCUPATION, COLLABORATION
ET RÉSISTANCE DANS L'YONNE

Ouvrage collectif de l'ARORY,
750 pages, 30 euros.

Commandez le livre auprès
de l'Arory : 15 bis, rue de la Tour
d'Auvergne - 89000 Auxerre,
ou sur notre site www.arory.com,
rubrique "Commander le livre".
Adresse mail :
arory.doc@wanadoo.fr



PÉDAGOGIE

EXPOSITION SCOLAIRE : LA RÉSISTANCE DANS L'YONNE

par Frédéric Gand

Cette exposition de l'ARORY entame sa première rentrée. Inaugurée au lycée Jacques Amyot le 29 mars 2010 par l'Inspecteur d'Académie et par le président du Conseil Général, elle a déjà navigué dans le département. Nous souhaitons que cette œuvre de vulgarisation de nos derniers travaux de recherche se poursuive et touche la plus grande partie de la jeunesse. L'une des missions de l'ARORY n'est-elle pas de transmettre l'Histoire et les valeurs portées par la Résistance ?

L'exposition aborde la Résistance dans son contexte et n'oublie pas d'évoquer les multiples aspects de l'Occupation. Une double approche, thématique et chronologique, y est menée jusqu'au lendemain de la Libération.

Les panneaux se divisent en plusieurs rubriques et sont dotées de petites mises au point agrémentées de nombreux documents d'époque (textes, photographies et illustrations). La lecture peut se faire suivant l'ordre des panneaux ou par groupe de panneaux. Elle se réserve avec son livret pédagogique auprès des Archives départementales (03-86-94-89-00) et peut aussi bien convenir aux établissements secondaires que primaires. Un questionnaire bien ciblé est toutefois recommandé pour ces derniers.

Le livret pédagogique, donné aux enseignants, permet de préparer un questionnaire adapté. Il propose des pistes d'exploitation et fournit des compléments d'informations (précisions scientifiques, documents supplémentaires).



Un des panneaux didactiques présentés dans le cadre de l'exposition scolaire.

Plan des panneaux pédagogiques

Panneau ①	L'YONNE DANS LA GUERRE	<ul style="list-style-type: none"> • L'Exode • L'invasion
Panneau ②	L'YONNE OCCUPÉE	<ul style="list-style-type: none"> • Le pillage • Le retour des réfugiés • L'occupation allemande • Les prisonniers de guerre
Panneau ③	L'YONNE SOUS LE RÉGIME DE VICHY ET LES COLLABORATEURS	<ul style="list-style-type: none"> • Un régime autoritaire et réactionnaire • Un régime d'exclusion • Le collaborationnisme
Panneau ④	LA COLLABORATION D'ÉTAT	<ul style="list-style-type: none"> • Les réquisitions allemandes • Le rationnement • Les réquisitions de main d'œuvre • La persécution des juifs
Panneau ⑤	LES DÉBUTS ET L'ORGANISATION DE LA RÉSISTANCE (1940-1943)	<ul style="list-style-type: none"> • La propagande • L'entrée du Parti communiste en résistance
Panneau ⑥	LES ACTIONS DE RÉSISTANCE EN 1943	<ul style="list-style-type: none"> • Les actions de propagande • Les sabotages • Les filières d'évasion • Les premiers parachutages • Les premiers maquis de l'Yonne
Panneau ⑦	LES RÉSISTANTS	<ul style="list-style-type: none"> • L'univers multiple des résistants • Les victimes de la répression • La déportation
Panneau ⑧	LES MAQUIS	<ul style="list-style-type: none"> • Des maquis et maquisards de plus en plus nombreux • Des maquis armés et combattifs • Vivre au maquis
Panneau ⑨	LA LUTTE ARMÉE DANS L'ÉTÉ 1944	<ul style="list-style-type: none"> • Une armée de combattants pour libérer l'Yonne • Les actions de guérilla dans l'Yonne • Une répression féroce par l'armée allemande
Panneau ⑩	L'AIDE DES ALLIÉS ET LA LIBÉRATION	<ul style="list-style-type: none"> • L'action des Forces alliées • Les bombardements alliés • La Libération
Panneau ⑪	LA LIBÉRATION ET L'ENGAGEMENT DES FFI DANS LA GUERRE	<ul style="list-style-type: none"> • La joie de la Libération • La guerre continue • La répression • La déportation
Panneau ⑫	L'APRÈS-LIBÉRATION	<ul style="list-style-type: none"> • L'épuration • Le retour à la vie normale • Les Américains • Le bilan de la guerre • La mémoire